Propos introductifs : la politique des droits de l'homme et le "révolutionnarisme"

Eric Desmons

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/667>

DOI : 10.4000/revdh.667

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

Référence électronique

Eric Desmons, « Propos introductifs : la politique des droits de l'homme et le "révolutionnarisme" », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 5 | 2014, mis en ligne le 26 mai 2014, consulté le 08 juillet 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/revdh/667> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.667>

Ce document a été généré automatiquement le 8 juillet 2020.

Tous droits réservés

Propos introductifs : la politique des droits de l'homme et le "révolutionnarisme"

Eric Desmons

« Loin de l'engourdissement satisfait qu'on eût pu craindre, la société de l'individu marche à l'intégration protestataire ».
Marcel Gauchet, Quand les droits de l'homme deviennent une politique.

- 1 Articuler la définition formelle de la révolution - mutation irrégulière et souvent violente des autorités politiques conduisant à l'avènement d'un nouvel ordre¹, avec la question des droits de l'homme revient à lui conférer une place particulière dans ce que l'on peut convenir de nommer la philosophie de l'histoire. Non seulement parce que le XVIII^e siècle occidental conjugue les deux termes (la Révolution de 1789 est portée par une philosophie des droits de l'homme, qui eux-mêmes enclenchent une dynamique révolutionnaire), mais aussi parce que l'on peut tenir, plus généralement, le phénomène révolutionnaire comme ayant été le procédé propre à l'affirmation des droits de l'homme - comme reconnaissance d'égale dignité et de liberté² - dans l'Histoire universelle³.
- 2 On aura reconnu ici - en forme de vulgate - la thèse de Hegel. Telle qu'elle a été prolongée et réinterprétée par Kojève et Francis Fukuyama⁴, cette thèse peut inviter à se poser une question simple : puisque la Révolution française, en consacrant les droits de l'homme comme égale reconnaissance de tous les individus, a accompli la fin de l'Histoire (ceci signifiant que l'idéal de la démocratie ne peut pas être amélioré sur le plan des principes), le phénomène révolutionnaire, qui a été le moteur de ce mouvement, aurait-il par conséquent perdu toute pertinence dans les sociétés démocratiques⁵? Pour le dire autrement, là où les droits de l'homme ont été juridiquement déclarés et garantis, l'idée de révolution qui les a fait éclore serait-elle devenue sans objet ? De surcroît, on pourrait admettre, avec Francis Fukuyama, que la faillite

politique du communisme au XXe siècle a scellé définitivement le sort de la matrice révolutionnaire dans le monde capitaliste, et plongé l'hypothèse marxiste, avec sa critique des droits bourgeois, dans les trappes de l'histoire⁶. La fin de l'Histoire entendue comme victoire de la démocratie libérale serait bien, ainsi, la fin de l'idée et du fait révolutionnaire dans les sociétés ayant atteint ce stade...

- 3 Une telle conclusion a certes le mérite de la simplicité, mais peut-être aussi le prix du simplisme. Certes, il est incontestable qu'une certaine mythologie révolutionnaire a disparu avec la chute du bloc soviétique, entraînant avec lui l'idéologie sur laquelle il reposait⁷. Mais le mot n'a pas, loin s'en faut, déserté l'univers politique des sociétés démocratiques. Une certaine nostalgie, un certain romantisme, un certain effet rhétorique incantatoire, n'expliquent ici pas tout. Car l'on peut estimer que le discours des droits de l'homme, autour duquel s'est d'ailleurs retrouvée une bonne partie des militants anticapitalistes d'hier⁸, constitue en soi une théorie révolutionnaire de substitution ou ; plutôt, nourrit un esprit du même ordre⁹. En effet, les droits de l'homme, tenant lieu « tout à la fois d'idée du politique, de science de la société et de boussole de l'action historique »¹⁰, font autant consensus quant à leur principe qu'ils invitent à une critique sociale permanente quant à leur réalisation : parce qu'ils constituent un horizon de sens jamais atteint, parce qu'ils sont eux-mêmes en révolution conceptuelle constante (que l'on pense aux différentes "générations" de droits dont les juristes révolutionnent sans cesse la production), ils permettent une critique infinie de la démocratie¹¹ et résonnent indéfiniment comme une promesse de liberté et d'égalité¹². Ainsi que l'écrit Marcel Gauchet, « les droits de l'homme introduisent un substitut d'utopie futuriste dans le présent : la foi dans l'avenir est remplacée par l'indignation ou la culpabilité devant le fait qu'il ne soit pas déjà là »¹³. Pour certains, cette politique des droits de l'homme - impliquant un écart entre le droit et les faits « purement et simplement injustifiable »¹⁴ - leur conférerait un potentiel révolutionnaire ou, à tout le moins, insurrectionnel (le mot serait d'ailleurs plus juste), inépuisable¹⁵. Serait alors engendrée, a minima, une sorte de contestation structurelle que l'on pourrait nommer, en détournant une formule de Claude Lefort, le « révolutionnarisme »¹⁶, considéré comme une morale de l'indignation¹⁷ et une pratique de la désobéissance civile (Etat de droit oblige).
- 4 On pourrait, à partir de là, rendre compte de la philosophie portant les mouvements sociaux de nos démocraties, qui incarnent au mieux cette pratique contestataire, et dont le propre est d'être vécue sur le mode d'une « radicalité inoffensive »¹⁸. La première raison, et non des moindres, est qu'existe une forme de consensus, dans les sociétés démo-libérales, sur ce que réclament ceux qui s'en estiment exclus : une pleine effectivité des droits de l'homme, certes portée par une matrice égalitaire exacerbée, mais non pas, fondamentalement, un autre système que celui des droits de l'homme. Voici qui lève en bonne partie, semble-t-il, l'hypothèque marxiste... C'est d'ailleurs souvent par la création de droits nouveaux (économiques et sociaux)¹⁹, dans leur opposabilité tant aux pouvoirs publics qu'aux personnes privées - donc dans l'approfondissement d'une démocratie de plus en plus volontiers qualifiée de constitutionnelle -, que pour beaucoup devrait se régler la question sociale²⁰. Il s'agirait de parfaire le système des droits de l'homme, de l'étendre, de le pousser au terme - toujours fuyant - de sa logique, et non plus de le dénoncer ; il s'agirait d'obtenir une réforme à l'intérieur de l'ordre politico-juridique établi, et non de l'abolir²¹ : féminisme,

lutte pour les droits civiques, mouvements homosexuels ou contre le racisme veulent exacerber la logique des droits de l'homme, non lui substituer un autre génie.

- 5 Dans un tel contexte, d'un point de vue tactique, ce n'est pas la notion de révolution qui semble pertinente pour parvenir à la perfection du système des droits de l'homme, mais celle de désobéissance civile, parfaitement cohérente avec les principes de l'Etat de droit. Car, in fine, la désobéissance civile - acte public non violent, décidé en conscience, dont l'auteur accepte les conséquences judiciaires, et commis en vue de changer la loi ou la politique du gouvernement, selon la définition de John Rawls²² - est aussi un moyen d'accéder au juge pour faire du prétoire une tribune politique. La désobéissance civile est ainsi l'outil permettant les progrès, sur un mode réformiste acceptable, de la politique des droits de l'homme. Cette désobéissance civile (ou ses avatars : résistances, dissentiment, grèves, oppositions, luttes, ce que, finalement, Emile Pouget nommait une « gymnastique révolutionnaire »²³), c'est donc l'esprit révolutionnaire saisi - ou encadré - par le droit, et, selon certains, le principe même de la vie démocratique²⁴.
- 6 Même pour le marxisme critique - dont le rapport avec les droits de l'homme peut rester parfois compliqué (une domination de classe) -, qui a tendance à penser le pouvoir comme un ensemble de rapports de pouvoir²⁵, l'idée révolutionnaire semble se réduire à une dénonciation abstraite du réformisme social-démocrate (une philosophie politique) et, au mieux, au soutien à une politique de désobéissance civile²⁶. C'est que la révolution violente (à l'image de la révolution prolétarienne dans un contexte de lutte de classes) peut achopper tant sur le désir hobbesien de la conservation de soi qui taraude l'individu moderne que sur le rejet de toute forme de terreur²⁷, au bénéfice de la pacification des luttes politiques par le droit (les groupuscules ayant prôné la lutte armée - du type Brigades Rouges, Fraction Armée Rouge ou Action directe - bien éloignés du combat pour les droits de l'homme, ont vite été marginalisés dans la sphère du terrorisme). Sans être un dîner de gala, pour être acceptable, la "révolution" pour les droits doit désormais être confectionnée dans une étoffe faite d'une texture plus douce - celle du velours ou de l'hermine - ou prendre la voie des micro-résistances chères à Foucault, Deleuze ou Guattari²⁸...
- 7 Dès lors, si l'on voulait trouver une actualité plus brûlante à l'idée de révolution, il faudrait certainement se tourner vers les intégrismes religieux porteurs de nouvelles théories révolutionnaires, aux perspectives plus sombres : ce fut, on le sait, la tentation de Foucault aux débuts de la révolution iranienne de 1979²⁹... Si l'on en juge par les faits, la révolution ainsi entendue (une contre-révolution culturelle?), par une sorte d'ironie de l'histoire, se ferait alors contre les droits de l'homme et la démocratie...

NOTES

1. F. Poirat, "Révolution", *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, dir. Alland, Rials, 2003.

2. Sur le lien, dans la modernité, entre révolution et liberté, ou libération, voir H. Arendt, *Essai sur la Révolution*, trad. M. Chrestien, Gallimard, 1967, 1.

3. Voir Ph. Raynaud, *Révolution française, Dictionnaire de philosophie politique*, dir. Raynaud, Rials, PUF, 1996.
4. F. Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, trad. Canal, Flammarion, 1992.
5. La révolution restant (avec parfois l'appui d'une certaine conception du droit d'ingérence) un procédé pertinent pour les Etats dont on juge qu'ils n'ont pas encore atteint le stade démocratique (à savoir naguère les pays du bloc soviétique, ou aujourd'hui les pays concernés par le Printemps arabe).
6. Ceci rejoignant la thèse de F. Furet dans *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Robert Laffont, 1995.
7. Voir le constat d'A. Badiou : "Nous avons sous les yeux l'échec droitier classique : le ralliement fatigué de l'action militante aux délices du pouvoir parlementaire, le passage renégat du maoïsme ou du communisme actif au siège douillet de sénateur socialiste de la Gironde. Mais nous ne pouvions oublier l'échec "ultra-gauche", celui qui, traitant par la brutalité et la mort toute contradiction, même minime, enferme le processus entier sans les sombres limites de la terreur" : *L'hypothèse communiste*, Lignes, 2009, p. 19.
8. M. Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, p. 359.
9. Manière de rester fidèle au principe léniniste : "sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire" : Lénine, *Que faire ?*, Editions en langues étrangères, 1958, p. 2.
10. *Ibid.*
11. M. Gauchet, *La révolution des droits de l'homme*, Gallimard, 1989. Jaurès, en 1901, en appelait déjà à "la pleine et décisive interprétation" des droits de l'homme que 1789 n'aurait pas atteinte : *Le socialisme et la vie*, Payot, 2011, p. 116.
12. M. Ozouf, *Révolution, Dictionnaire critique de la Révolution française, Idées*, dir. M. Furet, M. Ozouf, Flammarion, 1992. Pour F. Furet, la révolution démocratique est nourrie par « la passion de l'égalité, par définition insatisfaite », et qui la rend "interminable », *op. cit.*, p. 26.
13. M. Gauchet, *La démocratie contre elle-même, op. cit.*, p. 358.
14. *Ibid.*
15. E. Balibar, *Les frontières de la démocratie*, La découverte, 1992, pp. 127 s. A. Negri, M. Hardt, *Empire*, trad. Canal, Exils, 2000, p. 495. D. Bensaïd parle quant à lui "d'hypothèse stratégique", *Le pari mélancolique*, Fayard, 1997, p. 290.
16. Cl. Lefort, *L'invention démocratique*, Fayard, 1994, p. 192.
17. On ne dira pas combien le texte de S. Hessel paru en 2010 - *Indignez-vous!* - est représentatif de cette posture...
18. M. Gauchet, *La démocratie contre elle-même, op. cit.*, p. 361.
19. Et la forme d'obligation de résultat qu'imposent aux pouvoirs publics, en France, les objectifs de valeur constitutionnelle dégagés par le Conseil constitutionnel...
20. Voir par exemple S. Hennette-Vaucher, D. Roman, *Droits de l'homme et libertés fondamentales*, Dalloz, 2013, chap. 18, 19, 20, droits des migrants, égalité, parité, pauvreté et exclusion. On notera, concernant la pauvreté, que les économistes - A. Sen, L. Fontaine - parient sur l'intégration économique des pauvres au marché (via le micro-crédit, par exemple).
21. A. Fortas, *Concerning Dissent and Civil Disobedience*, New American Library, 1968, p. 60. Aux Etats-Unis, loin de la dénoncer, les minorités se sont emparées de la constitution, voir P. Finkelman, *Turning losers into winners : what we can learn, if anything, from the antifederalists ?*, *Texas Law Review*, mars 2001, pp. 849-894..
22. Et les précisions de J. Habermas, *Ecrits politiques*, trad. Bouchindhomme, Flammarion, 1990, V.
23. Qui compose donc avec le réformisme, comme le préconisait Jaurès : « L'esprit révolutionnaire réel est en proportion de l'action réformatrice efficace et (...) l'action réformatrice efficace est en proportion de la vigueur même de la pensée et de l'esprit révolutionnaire » (J. Jaurès, *Rallumer tous les soleils*, textes commentés par J. - P. Rioux, Omnibus, 2006, p. 678). L'idée d'une "évolution révolutionnaire", développée par Jaurès à l'adresse des

syndicalistes révolutionnaires (et dans une certaine mesure des guesdistes), tout comme la doctrine de Blum distinguant entre la conquête du pouvoir et son exercice, sont à bien des égards destinées à marginaliser le mouvement révolutionnaire, tout en maintenant sa présence symbolique, voir M. Winock, *La gauche en France*, Perrin, 2008, 11.

24. S. Laugier, "Désaccord, dissentiment, désobéissance, démocratie", *Cités*, n°17, 2004, pp. 39-53.

25. Influencé en cela par M. Foucault, *Dits et écrits*, t. II, Gallimard, 1994, p. 266.

26. Ph. Raynaud, *L'extrême-gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution*, Autrement, 2006, 2. L'analyse serait plus nuancée si l'on évoquait l'extrême-gauche italienne ou allemande des années 1970. Le mot subsiste néanmoins dans la rhétorique de "la gauche de la gauche" en France : lors de ses vœux pour 2014, J. -L. Mélenchon a appelé à "une révolution citoyenne", dans "l'intérêt général humain" et "écologique", sans plus de précision.

27. Symptomatique est de ce point de vue l'histoire de la Gauche Prolétarienne - avertie qu'une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine - avec l'affaire Nogrette, voir H. Hamon, P. Rotman, *Génération*, Seuil, 1988, 2, 11.

28. Pour une analyse critique de ces "révolutions en miette", de "l'essaimage des points de résistance" (M. Foucault), D. Bensaïd, *Eloge de la politique profane*, Albin Michel, 2008, pp. 159 et s. Pour une postérité radicale, voir le programme insurrectionnel des "fractions révolutionnaires-expérimentales", Tiqqun, *Tout à failli, vive le communisme !*, La fabrique, 2009, p. 15.

29. Voir J. Afery, K. Anderson, *Foucault and the Iranian Revolution*, PU de Chicago, 2005. Et les commentaires de D. Bensaïd, *op. cit.*, p. 160 s.

RÉSUMÉS

La politique des droits de l'homme entretient avec l'idée révolutionnaire une relation particulière : faisant consensus quant à leur principe, les droits de l'homme invitent par nature à une critique sociale permanente, que l'on peut considérer comme étant portée par l'esprit révolutionnaire propre aux déclarations de droits. Mais, dans les démocraties libérales contemporaines, c'est dans la théorie de la désobéissance civile que s'exprime cette "passion révolutionnaire".

The policy of human rights has with the revolutionary idea a special relationship: making consensus on principle, the human rights request by nature to a permanent social criticism which can be regarded as inherent to the declarations of rights revolutionary spirit. But, in contemporary liberal democracies, it is more in the theory of civil disobedience that expresses this "revolutionary passion."

INDEX

Mots-clés : Révolution - Droits de l'homme - Désobéissance civile - Marxisme

Keywords : Revolution - Human rights - Civil disobedience - Marxism

AUTEUR

ERIC DESMONS

Eric Desmons est professeur de droit public à l'Université de Paris Villetaneuse. Il dirige la *Revue française d'histoire des idées politiques*